

Loi

du

modifiant la loi sur la promotion économique

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2017-DEE-83 du Conseil d'Etat du 13 mars 2018;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (RSF 900.1) est modifiée comme il suit:

Art. 3 al. 1 let. f et al. 2

[¹ L'Etat peut encourager:]

f) l'action des organismes d'aide aux entreprises, de promotion de l'innovation, de transfert technologique et de valorisation du savoir.

² Remplacer les mots «règlement d'exécution» par «règlement».

Art. 4a Rôle du Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat définit la politique cantonale de promotion économique.

² La Direction chargée de l'économie (ci-après: la Direction) est l'autorité d'application de la présente loi.

Art. 5 Rôle de la Promotion économique

¹ La Promotion économique du canton de Fribourg (ci-après: la Promotion économique) a notamment pour tâches:

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2017-DEE-83 des Staatsrats vom 13. März 2018;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (SGF 900.1) wird wie folgt geändert:

Art. 3 Abs. 1 Bst. f und Abs. 2

[¹ Der Staat kann folgende Tätigkeiten fördern:]

f) die Tätigkeit von Einrichtungen, die beauftragt sind, die Unternehmen zu unterstützen und die Innovation, den Technologietransfer und die Valorisierung von Wissen zu fördern.

² Den Ausdruck «Ausführungsreglement» durch «Reglement» ersetzen.

Art. 4a Aufgaben des Staatsrats

¹ Der Staatsrat definiert die kantonale Wirtschaftsförderungspolitik.

² Die für die Wirtschaft zuständige Direktion (die Direktion) ist die Vollzugsbehörde dieses Gesetzes.

Art. 5 Rolle der Wirtschaftsförderung

¹ Die Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (die Wirtschaftsförderung) hat insbesondere die folgenden Befugnisse:

- a) de promouvoir le canton comme place économique;
- b) de soutenir les entreprises établies dans le canton dans leurs efforts d'innovation et d'investissements;
- c) de soutenir l'implantation d'entreprises;
- d) de soutenir la création d'entreprises;
- e) de servir d'intermédiaire entre les acteurs jouant un rôle dans la poursuite de buts de promotion économique;
- f) de conduire, sur le plan opérationnel, la politique économique régionale et d'appliquer la législation en la matière.

² Elle est subordonnée à la Direction et peut mandater des organes externes pour la seconder dans l'exécution de ses tâches.

Art. 7 Octroi de contributions financières
a) Principe

¹ L'Etat peut octroyer des contributions financières pour soutenir des projets favorisant la création de nouvelles places de travail ou le maintien de places de travail existantes, à condition que lesdits projets aient un caractère novateur ou un impact jugé important sur l'économie cantonale.

² Par projets à caractère novateur on entend notamment les projets visant à:

- a) la modernisation des processus de production et de gestion existants;
- b) l'amélioration et le développement de produits et de services;
- c) l'industrialisation de nouveaux produits et de services;
- d) le développement de nouveaux marchés.

³ Le soutien financier peut être accordé aussi bien à des projets d'entreprises existantes que dans le cadre de la création et de l'implantation d'entreprises.

Art. 8 b) Conditions de l'aide

¹ Les contributions financières sont allouées pour le financement de projets d'entreprises dont l'activité, orientée vers un marché situé de manière prépondérante à l'extérieur du canton, est conforme aux objectifs de la politique cantonale et régionale de développement économique.

² Le montant des contributions financières, octroyées pour une durée limitée, est fixé en fonction de l'importance du projet pour l'économie cantonale.

- a) Sie nimmt die Standortpromotion des Kantons wahr.
- b) Sie unterstützt die im Kanton niedergelassenen Unternehmen bei ihrer Innovationstätigkeit und bei Investitionen.
- c) Sie unterstützt die Ansiedlung von Unternehmen.
- d) Sie unterstützt die Gründung von Unternehmen.
- e) Sie vermittelt zwischen den Akteuren, die eine Rolle im Bereich der Wirtschaftsförderung spielen.
- f) Sie setzt die regionale Wirtschaftspolitik um und wendet die einschlägige Gesetzgebung an.

² Sie ist der Direktion unterstellt und kann externe Organe beauftragen, sie bei der Ausführung ihrer Aufgaben zu unterstützen.

Art. 7 Beitragsgewährung
a) Grundsatz

¹ Der Staat kann finanzielle Beiträge gewähren, um Vorhaben zu unterstützen, welche die Schaffung neuer oder die Erhaltung bestehender Arbeitsplätze fördern, sofern sie auf Innovation ausgerichtet sind oder einen grossen Einfluss auf die kantonale Wirtschaft haben.

² Innovativ sind insbesondere Vorhaben zur:

- a) Modernisierung bestehender Produktions- und Managementmethoden;
- b) Verbesserung und Entwicklung von Produkten und Dienstleistungen;
- c) Industrialisierung neuer Produkte und Dienstleistungen;
- d) Erschliessung neuer Märkte.

³ Die finanzielle Unterstützung kann sowohl für Vorhaben bestehender Unternehmen als auch im Rahmen von Unternehmensgründungen und ansiedlungen gewährt werden.

Art. 8 b) Bedingungen für die Beitragsgewährung

¹ Die finanziellen Beiträge werden für die Finanzierung von Vorhaben von Unternehmen gewährt, deren Tätigkeit überwiegend auf einen ausserhalb des Kantons gelegenen Markt ausgerichtet ist und den Zielen der kantonalen und regionalen Wirtschaftsförderungspolitik entspricht.

² Die Höhe der befristeten finanziellen Beiträge bemisst sich nach der Bedeutung des Vorhabens für die Wirtschaft des Kantons.

Art. 9 Cautionnements

a) Cautionnement supracantonal

L'Etat peut participer à des organisations régionales de cautionnement au sens de la loi fédérale sur les aides financières aux organisations de cautionnement en faveur des petites et moyennes entreprises, afin de cautionner des crédits d'exploitation ou d'investissement en faveur des petites et moyennes entreprises.

Art. 9a (nouveau) b) Cautionnement cantonal

¹ L'Etat peut garantir de manière subsidiaire, sous forme de cautionnements, des crédits destinés à financer des projets liés à des investissements stratégiques ou à des transmissions d'entreprises, à la condition qu'une banque soumise à la législation fédérale sur les banques et les caisses d'épargne accorde, aux conditions usuelles du marché, les crédits nécessaires au financement du projet, après l'avoir examiné selon les principes commerciaux habituels. Le montant maximal du cautionnement est de la moitié du financement bancaire. Le Conseil d'Etat peut y déroger en cas de projets exceptionnels.

² L'Etat peut mandater un organisme chargé de l'analyse et du suivi des projets.

³ Il peut fournir, au cas par cas, un cautionnement à un autre organisme de cautionnement.

⁴ Le règlement fixe les modalités, notamment concernant le taux de la prime de risque, la durée maximale des cautionnements, ainsi que le taux de couverture de ces derniers au bilan de l'Etat.

Art. 10

Abrogé

Art. 10a (nouveau) Prêts d'amorçage et capital-risque

¹ Les prêts d'amorçage peuvent être octroyés par l'intermédiaire d'une structure externe à l'Etat.

² Le soutien en capital-risque se fait par le biais de la prise de participations de l'Etat dans une société ad hoc.

Art. 11 à 13

Abrogés

Art. 9 Bürgschaften

a) Überkantonale Bürgschaft

Der Staat kann sich an regionalen Bürgschaftsorganisationen im Sinne des Bundesgesetzes über die Finanzhilfen an gewerbeorientierte Bürgschaftsorganisationen beteiligen, um Betriebs- oder Investitionskredite für kleine und mittlere Unternehmen zu verbürgen.

Art. 9a (neu) b) Kantonale Bürgschaft

¹ Der Staat kann subsidiär Kredite zur Finanzierung von Projekten in Verbindung mit strategischen Investitionen oder Firmenübergaben verbürgen, wenn eine Bank, die der Bundesgesetzgebung über die Banken und Sparkassen untersteht, das Vorhaben nach geschäftsblichen Grundsätzen geprüft und die erforderlichen Kredite zu Marktbedingungen zugesichert hat. Die Bürgschaft deckt höchstens die Hälfte des Bankkredits. Der Staatsrat kann für ausserordentliche Projekte davon abweichen.

² Der Staat kann eine Organisation mit der Analyse und Betreuung der Projekte beauftragen.

³ Er kann für einzelne Bürgschaften von anderen Bürgschaftsorganisationen eine Rückbürgschaft eingehen.

⁴ Im Reglement werden die Modalitäten, insbesondere die Höhe der Risikoprämien, die maximale Laufzeit und der Deckungsgrad der Bürgschaften in der Staatsbilanz, festgelegt.

Art. 10

Aufgehoben

Art. 10a (neu) Seed-Darlehen und Risikokapital

¹ Seed-Darlehen können über eine verwaltungsexterne Organisation gewährt werden.

² Die Unterstützung mit Risikokapital erfolgt über die Beteiligung des Staates an einer Risikokapitalgesellschaft.

Art. 11–13

Aufgehoben

Intitulé de la section 4 du Chapitre 3

4. Aide au développement régional

Art. 16a (nouveau)

¹ L'Etat peut participer par le biais de prêts au préfinancement des études de planification régionale en lien avec les stratégies économiques et territoriales de ces dernières.

² Le règlement fixe les conditions et modalités des prêts, notamment en matière de taux, de garantie ainsi que de durée maximale.

Art. 21 titre médian

Organes de décision

a) Conseil d'Etat

Art. 22 b) Commission des mesures d'aide
 en matière de promotion économique

¹ Lorsque le montant des aides financières sollicitées en vertu de la présente loi se situe entre 30 000 et 300 000 francs, la requête fait l'objet d'une décision prise par une Commission des mesures d'aide en matière de promotion économique (ci-après: la Commission).

² La Commission est présidée par le conseiller d'Etat-Directeur; elle est composée au maximum de dix autres membres nommés par le Conseil d'Etat et représentant équitablement les milieux économiques et sociaux, les collectivités et les régions.

³ Elle est rattachée administrativement à la Direction.

Art. 22a (nouveau) c) Direction

Lorsque le montant des aides financières sollicitées en vertu de la présente loi est inférieur à 30 000 francs, la requête fait l'objet d'une décision prise par la Direction.

Art. 22b (nouveau) d) Structure chargée de l'octroi de prêts
 d'amorçage

Les prêts d'amorçage sont octroyés, le cas échéant, par la structure prévue à l'article 10a al. 1, selon les limites fixées par le règlement.

Überschrift des 4. Abschnitts des 3. Kapitels

4. Regionale Wirtschaftsförderung

Art. 16a (neu)

¹ Der Staat kann sich mit Darlehen an der Vorfinanzierung von regionalen Planungsstudien, die in Verbindung mit wirtschaftlichen und raumplanerischen Strategien stehen, beteiligen.

² Im Reglement werden die Bedingungen und Modalitäten der Darlehen, insbesondere ihren Zinssatz, die verlangten Garantien und ihre maximale Laufzeit, festgelegt.

Art. 21 Artikelüberschrift

Entscheidungsorgane

a) Staatsrat

Art. 22 b) Kommission für Wirtschaftsförderungsmassnahmen

¹ Liegen die nach diesem Gesetz beantragten Beiträge zwischen 30 000 und 300 000 Franken, so entscheidet die Kommission für Wirtschaftsförderungsmassnahmen (die Kommission) über das Gesuch.

² Die Kommission wird vom Direktionsvorsteher präsiert; sie besteht aus höchstens zehn weiteren vom Staatsrat ernannten Mitgliedern, welche die wirtschaftlichen und sozialen Kreise, die Körperschaften und die Regionen ausgewogen vertreten.

³ Sie ist der Direktion administrativ zugewiesen.

Art. 22a (neu) c) Direktion

Liegen die nach diesem Gesetz beantragten Beiträge unter 30 000 Franken, so entscheidet die Direktion über das Gesuch.

Art. 22b (neu) d) Organisation für die Gewährung
 von Seed-Darlehen

Seed-Darlehen werden bei Bedarf von der Organisation nach Artikel 10a Abs. 1 innerhalb der vom Reglement vorgesehenen Grenzen gewährt.

Art. 22c (nouveau) e) Structure chargée de la gestion du capital-risque

¹ Le soutien en capital-risque est géré, le cas échéant, par la structure prévue à l'article 10a al. 2.

² Les modalités de participation de l'Etat au capital de cette structure sont fixées par le règlement.

Art. 23

Abrogé

Art. 23a al. 1

Ne concerne que le texte allemand.

Art. 24 Recours

¹ Les voies de recours ordinaires s'appliquent contre les décisions rendues par le Conseil d'Etat et la Direction.

² Les décisions de la Commission peuvent faire l'objet d'un recours préalable au Conseil d'Etat, dans les trente jours dès leur communication.

Art. 25 al. 1

¹ Les contributions financières, à l'exception de celles qui sont prévues à l'article 10a al. 2, sont portées au budget de la Promotion économique.

Art. 25a titre médian et al. 1 et 4

Fonds cantonal de politique régionale

¹ *Remplacer les mots «Fonds cantonal» par «Fonds cantonal de politique régionale».*

⁴ *Remplacer les mots «règlement d'exécution» par «règlement».*

Art. 25c (nouveau) Financement du soutien à la création et au développement de nouvelles entreprises

¹ Toute dotation en capital aux structures de l'article 10a fait l'objet d'une décision de l'autorité compétente.

² Les modalités de dotation sont précisées dans le règlement.

Art. 22c (neu) e) Organisation für den Einsatz von Risikokapital

¹ Risikokapital wird bei Bedarf von der Organisation nach Artikel 10a Abs. 2 eingesetzt.

² Im Reglement werden die Modalitäten für die Beteiligung des Staates am Kapital dieser Organisation festgelegt.

Art. 23

Aufgehoben

Art. 23a Abs. 1 (*betrifft nur den deutschen Text*)

Den Ausdruck «werden» durch «wird» ersetzen.

Art. 24 Beschwerde

¹ Die Verfügungen des Staatsrats und der Direktion sind mit den ordentlichen Rechtsmitteln anfechtbar.

² Gegen einen Entscheid der Kommission kann innert dreissig Tagen ab Empfang eine vorgängige Beschwerde an den Staatsrat erhoben werden.

Art. 25 Abs. 1

¹ Die finanziellen Beiträge mit Ausnahme der Beiträge gemäss Artikel 10a Abs. 2 werden in den Voranschlag der Wirtschaftsförderung aufgenommen.

Art. 25a Artikelüberschrift und Abs. 1 und 4

Kantonaler Fonds für die Regionalpolitik

¹ *Den Ausdruck «kantonaler Fonds» durch «kantonaler Fonds für die Regionalpolitik» ersetzen.*

⁴ *Den Ausdruck «Ausführungsreglement» durch «Reglement» ersetzen.*

Art. 25c (neu) Finanzierung der Unterstützung für die Gründung und Entwicklung neuer Unternehmen

¹ Über die finanziellen Mittel, mit denen die Organisationen nach Artikel 10a dotiert werden, entscheidet die zuständige Behörde.

² Im Reglement werden die Modalitäten für die Dotierung festgelegt.

Art. 25d (nouveau) Financement des cautionnements
a) Structure supracantonale

¹ Les participations du canton au financement des organisations régionales prévues à l'article 9 sont portées au bilan de l'Etat.

² Le règlement fixe les compétences décisionnelles relatives à l'allocation de ces moyens financiers.

Art. 25e (nouveau) b) Structure cantonale

¹ Les engagements de cautionnement par le biais de l'organisation cantonale sont couverts par une provision au bilan de l'Etat.

² Le montant de la provision est adapté périodiquement aux volumes d'engagements de cautionnement cantonal.

Art. 29 al. 2 (nouveau)

² Les règles de la modification du ... s'appliquent aux demandes d'aides pendantes à l'entrée en vigueur de cette modification.

Art. 32

Remplacer les mots «règlement d'exécution» par «règlement».

Art. 2

Le décret du 20 novembre 1997 relatif à l'encouragement de la réalisation de centres régionaux de création d'entreprises (RSF 900.3) est abrogé.

Art. 3

¹ La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 25d (neu) Finanzierung der Bürgschaften
a) Überkantonale Bürgschaftsorganisation

¹ Die in Artikel 9 vorgesehene Beteiligung des Staates an der Finanzierung von Bürgschaftsorganisationen wird in die Staatsbilanz aufgenommen.

² Im Reglement werden die Entscheidungskompetenzen für diese Beteiligung festgelegt.

Art. 25e (neu) b) Kantonale Bürgschaftsorganisation

¹ Zur Deckung der Bürgschaftsverpflichtungen der kantonalen Bürgschaftsorganisation wird eine Rückstellung in der Staatsbilanz gebildet.

² Der Betrag der Rückstellung wird periodisch an den Umfang der kantonalen Bürgschaftsverpflichtungen angepasst.

Art. 29 Abs. 2 (neu)

² Die seit der Änderung vom... geltenden Regeln gelten für die Beitragsgesuche, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Änderung hängig sind.

Art. 32

Den Ausdruck «Ausführungsreglement» durch «Reglement» ersetzen.

Art. 2

Das Dekret vom 20. November 1997 über die Förderung von regionalen Gründerzentren (SGF 900.3) wird aufgehoben.

Art. 3

¹ Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.